

Expert en protection des entreprises et intelligence économique

RNCP37757 · RNCP · Publiée

L'essentiel

Niveau de qualification	Niveau 7
Code(s) NSF	344t
Formacode(s)	42881, 46342
Code(s) ROME	M1402, K2502, H1302
Type d'enregistrement	Enregistrement sur demande
Date d'enregistrement	19/07/2023
Date d'échéance	19/07/2026

Certificateur(s)

SECRETARIAT GENERAL DU MINISTERE DE L'INTERIEUR (SG) · SIRET : 13001973000014

Résumé de la certification

OBJECTIFS ET CONTEXTE

Les entreprises évoluent aujourd'hui dans un monde complexe et incertain. Pour faire face à la multiplication des risques et des malveillances, elles doivent désormais évoluer vers un système de gestion intégré de la sécurité/sûreté et d'intelligence économique.

La session nationale « Protection des entreprises et intelligence économique » délivre les clés de compréhension pour une analyse pertinente des situations à risques d'origine interne ou externe à l'entreprise. Les enseignements délivrés transmettent les savoirs, savoir-faire et savoir-être nécessaires à la mise en place efficace de dispositifs de prévention et de protection.

ACTIVITÉS VISÉES

Au sein d'une entreprise, d'une entité publique, parapublique ou privée, l'expert en protection des entreprises et en intelligence économique est un acteur de la stratégie d'entreprise. A ce titre, il est en général placé auprès de la direction.

Il assure :

- en amont du risque, la mise en place d'une politique de prévention efficace, adaptée et conforme aux obligations légales et aux besoins de la structure ;
- de manière permanente, la conception et l'animation d'un dispositif visant à détecter les prémices de tout risque ou menace susceptible d'affecter l'entreprise et propose les parades correspondantes ;
- lorsque l'entreprise est confrontée au risque, la gestion de la crise et/ou la mise en œuvre du plan de continuité d'activité qu'il a en charge de concevoir et de coordonner.

Il occupe également sur l'ensemble de ces domaines une fonction de conseil auprès de la direction de la structure et agit en transverse.

COMPÉTENCES ATTESTÉES

Situer l'intérêt de la veille dans une stratégie d'intelligence économique.

Intégrer la veille dans un processus structuré de recherche de l'information stratégique.

Comprendre une demande de veille et identifier les besoins en matière de recherche d'information.

Elaborer un plan de veille (plan de renseignement et plan de recherches).

Présenter la méthodologie qui permet de cibler ses sources d'information.

Découvrir un outil professionnel de traitement et de captation de données sur le web en sources ouvertes.

Explorer le « deep web » et le « dark web ».

Observer la collecte et définir des critères de sélection.

Assurer tout au long du processus la confidentialité des recherches.

Construire des cartographies opérationnelles, ainsi que des arbres de la connaissance et de la décision.

S'approprier les termes et concepts clés du domaine de la sûreté – sécurité conformément à la norme NF ISO 22300.

Il s'agit de contribuer à préciser les expressions et harmoniser la compréhension des bénéficiaires (enseignement théorique et pratique).

Déterminer les exigences permettant d'architecturer la sûreté en entreprise. Il s'agit de contribuer à structurer l'organisation en précisant les principes de la gestion de la sûreté ainsi que les rôles et responsabilités des parties intéressées (enseignement théorique et pratique).

Déterminer le périmètre des compétences (domaines) de la sûreté afin de gérer les risques de sûreté des métiers concernés.

Définir comment un organisme établit une planification de la sûreté efficace et comment il peut intégrer la sûreté dans les pratiques organisationnelles de management du risque.

Traiter les risques de sûreté selon un processus défini pour évaluer la vraisemblance des menaces sur les actifs.

Définir des solutions pour protéger les actifs et les activités contre les compromissions et les atteintes en atténuant les risques associés.

Définir et évaluer l'efficacité et l'efficience des mesures de sûreté dans la perspective d'élaborer des indicateurs de performance.

Contextualiser des risques de sûreté dans leur environnement afin d'assurer des niveaux de protection appropriés des actifs et les intérêts des parties prenantes.

Contribuer à la continuité d'activité et à la gestion de crise.

Favoriser la collaboration avec des unités d'intervention étatiques en amont et pendant une crise majeure.

Préciser les principales étapes d'une gestion de crise

Fournir un panorama de l'organisation et de la gestion des relations avec les parties intéressées.

Présenter le processus de médiatisation des crises et des stratégies de communication

Identifier et résoudre des problèmes dans un contexte de stress individuel.

Organiser le groupe (gouvernance, rôles et responsabilités) et définir une problématique soulevée par le sujet étudié.

Mettre en œuvre les processus d'intelligence économique notamment dans l'identification des principaux enjeux.

Comprendre les leviers d'influence dans une perspective d'actions d'ordre stratégique.

Formuler des préconisations acceptables et réalisables qui prennent également en compte l'état de l'art.

Blocs de compétences

RNCP37757BC01 — Elaborer et animer un dispositif de veille

LISTE DE COMPÉTENCES

Situer l'intérêt de la veille dans une stratégie d'intelligence économique.

Intégrer la veille dans un processus structuré de recherche de l'information stratégique.

Comprendre une demande de veille et identifier les besoins en matière de recherche d'information.

Elaborer un plan de veille (plan de renseignement et plan de recherches).

Présenter la méthodologie qui permet de cibler ses sources d'information.

Découvrir un outil professionnel de traitement et de captation de données sur le web en sources ouvertes.

Explorer le « deep web » et le « dark web ».

Observer la collecte et définir des critères de sélection.

Assurer tout au long du processus la confidentialité des recherches.

Construire des cartographies opérationnelles, ainsi que des arbres de la connaissance et de la décision.

MODALITÉS D'ÉVALUATION

Elaboration d'un plan de recherche

RNCP37757BC02 — Elaborer et implémenter une stratégie et un management de protection des actifs performants

LISTE DE COMPÉTENCES

S'approprier les termes et concepts clés du domaine de la sûreté – sécurité conformément à la norme NF ISO 22300.

Il s'agit de contribuer à préciser les expressions et harmoniser la compréhension des bénéficiaires (enseignement théorique et pratique).

Déterminer les exigences permettant d'architecturer la sûreté en entreprise. Il s'agit de contribuer à structurer l'organisation en précisant les principes de la gestion de la sûreté ainsi que les rôles et responsabilités des parties intéressées (enseignement théorique et pratique).

Déterminer le périmètre des compétences (domaines) de la sûreté afin de gérer les risques de sûreté des métiers concernés.

Définir comment un organisme établit une planification de la sûreté efficace et comment il peut intégrer la sûreté dans les pratiques organisationnelles de management du risque.

Traiter les risques de sûreté selon un processus défini pour évaluer la vraisemblance des menaces sur les actifs.

Définir des solutions pour protéger les actifs et les activités contre les compromissions et les atteintes en atténuant les risques associés.

Définir et évaluer l'efficacité et l'efficience des mesures de sûreté dans la perspective d'élaborer des indicateurs de performance.

Contextualiser des risques de sûreté dans leur environnement afin d'assurer des niveaux de protection appropriés des actifs et les intérêts des parties prenantes.

Contribuer à la continuité d'activité et à la gestion de crise.

Favoriser la collaboration avec des unités d'intervention étatiques en amont et pendant une crise majeure.

MODALITÉS D'ÉVALUATION

Elaborer, planifier et mettre un processus de diagnostic des vulnérabilités d'un organisme donné -
présentation d'un rapport

RNCP37757BC03 — Gérer une situation de crise

LISTE DE COMPÉTENCES

Préciser les principales étapes d'une gestion de crise

Fournir un panorama de l'organisation et de la gestion des relations avec les parties intéressées.

Présenter le processus de médiatisation des crises et des stratégies de communication

Identifier et résoudre des problèmes dans un contexte de stress individuel.

MODALITÉS D'ÉVALUATION

Participation à un scénario de crise, à une succession d'évènements

RNCP37757BC04 — Produire une analyse stratégique au profit d'un acteur socio-économique

LISTE DE COMPÉTENCES

Organiser le groupe (gouvernance, rôles et responsabilités) et définir une problématique soulevée par le sujet étudié.

Mettre en œuvre les processus d'intelligence économique notamment dans l'identification des principaux enjeux.

Comprendre les leviers d'influence dans une perspective d'actions d'ordre stratégique.

Formuler des préconisations acceptables et réalisables qui prennent également en compte l'état de l'art.

MODALITÉS D'ÉVALUATION

Elaboration d'un rapport et des préconisations répondant à une problématique stratégique donnée qui soulève des enjeux de sécurité économique et sociétale. Présentation orale d'une synthèse du rapport

Secteur d'activité et type d'emploi

SECTEURS D'ACTIVITÉS

L'expert en protection des entreprises et en intelligence économique exerce au sein de grandes entreprises ou de groupes d'entreprises. Il peut également exercer au profit de PME et de TPE au titre de consultant indépendant.

Les fonctions correspondantes au titre peuvent également s'exercer dans le cadre de structures publiques, parapubliques ou au sein d'organisations.

TYPE D'EMPLOIS ACCESSIBLES

- Directeur sécurité.
- Directeur sécurité - sûreté.
- Directeur ou responsable de la gestion des risques.
- Chargé de mission protection des entreprises et/ou intelligence économique.
- Conseil en protection des entreprises et en intelligence économique.

Marché du travail

Indicateurs au niveau des familles professionnelles (FAP) des métiers visés, agrégés au niveau national — France Travail / DARES (open data).

Tension de recrutement (DARES 2024)	Élevée (4/5) Moyenne pondérée par l'emploi ; les familles ci-dessous s'échelonnent de 3 à 5 sur 5.
Facteurs principaux	Manque de main-d'œuvre disponible
Salaire médian (mensuel)	2 629 €
Familles professionnelles (FAP)	G1X70 — Techniciens et agents de maîtrise en intervention technique en Hygiène Sécurité Environnement -HSE industriel et protection du patrimoine naturel · tension 5/5 (Très élevée) H1X91 — Ingénieurs et cadres techniques en Hygiène Sécurité Environnement -HSE- industriels et exploitation éco-industriel · tension 3/5 (Modérée) L4X80 — Techniciens des services administratifs · tension 4/5 (Élevée) L5X90 — Cadres administratifs, comptables et financiers (hors juristes) · tension 3/5 (Modérée) T3X61 — Agents de sécurité et de surveillance · tension 4/5 (Élevée)
Projets de recrutement (BMO 2026)	42 034
Jugés difficiles à recruter	41 %
Emplois saisonniers	16 %
Familles professionnelles (FAP)	G1X70 — Techniciens et agents de maîtrise en intervention technique en Hygiène Sécurité Environnement -HSE industriel et protection du patrimoine naturel H1X91 — Ingénieurs et cadres techniques en Hygiène Sécurité Environnement -HSE- industriels et exploitation éco-industriel L4X80 — Techniciens des services administratifs L5X90 — Cadres administratifs, comptables et financiers (hors juristes) T3X61 — Agents de sécurité et de surveillance

Voies d'accès

MODALITÉS D'ACCÈS
Formation continue, VAE

PRÉREQUIS À L'ENTRÉE EN FORMATION
Justifier d'une expérience professionnelle (exercice d'une activité professionnelle, salariée, non salariée ou bénévole) d'une durée totale cumulée de trois ans dans les métiers de la sécurité, de la sûreté et de l'intelligence économique. Le recrutement des candidats s'effectue en deux temps, à savoir une présélection sur dossier (premier temps) et un entretien individuel devant un jury de sélection (second temps).

COMPOSITION DU JURY — FORMATION CONTINUE
Le jury de la délivrance de la certification est composé par les personnes suivantes :

- Le directeur de l'IHEMI ou son adjoint. Il préside le jury de validation;
- Le directeur de la stratégie des risques et des relations internationales.
- Le chef du département intelligence et sécurité économiques ou son adjoint.
- Un représentant du collège «salariés».
- Un représentant du collège «employeurs».
- Un représentant cadre A du ministère de l'Intérieur exerçant dans le domaine de la sécurité économique.

COMPOSITION DU JURY — VAE
Le jury de la délivrance de la certification est composé, dans le cadre d'une VAE, par:

- Directeur de l'IHEMI ou de son adjoint,

- Directeur de la stratégie des risques et des relations internationales ou du chef du pôle formation.
- Chefs des départements de formation.
- Deux auditeurs des sessions nationales précédentes,
- Deux personnalités qualifiées, extérieures à l'institut, désignées par le directeur de l'IHEMI.

Base légale

Date de décision	19/07/2023
Durée de l'enregistrement	3 ans
Date d'échéance de l'enregistrement	19/07/2026
Date de dernière délivrance possible	19/07/2030

Statistiques

Année	Certifiés	Dont VAE	Insertion 6 mois	Métier 2 ans
2022	38	0	100 %	—
2021	34	0	100 %	—
2020	40	0	100 %	—
2019	39	2	100 %	—

Liens avec d'autres certifications

ANCIENNES VERSIONS

RNCP15275

NOUVELLE(S) CERTIFICATION(S)

RNCP42702

Pour plus d'informations

LIEN VERS LE DESCRIPTIF

Session nationale "Protection des entreprises et intelligence économique" | IHEMI

Fiche officielle (France Compétences)

<https://www.francecompetences.fr/recherche/rncp/37757/>

Entrées et sorties de formation

Entrées en formation	29
Parcours menés à terme	29
Taux d'achèvement	100 %
Période	09/2023 – 06/2026

Entrées et sorties — Caisse des Dépôts (open data), tous organismes confondus.

Demande CPF — formations engagées

Dossiers CPF engagés	30
Montant total engagé	119 500 €

Coût moyen par dossier	3 983 €
Durée moyenne	83 h
Période	09/2023 – 05/2026
France compétences	73 %
Reste à charge titulaire	12 %
OPCO	7 %
Entreprise	6 %
France Travail	1 %
Compte d'engagement citoyen	0 %

Formations engagées via le CPF — Caisse des Dépôts (open data), tous organismes confondus.